



Trente-sixième session  
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE  
POUR LA PERIODE ALLANT DU 20 JUIN 1968 AU JUIN 1969

Document de travail établi par le Secrétariat

PREMIERE PARTIE

ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL DE TUTELLE

CHAPITRE V

ACCESSION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE  
ET SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE EN CE QUI CONCERNE  
L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS  
ET AUX PEUPLES COLONIAUX

C. Résolution de l'Assemblée générale concernant la question du Papua et  
du Territoire sous tutelle de Nouvelle-Guinée

1. Remplacer le paragraphe 32 par les paragraphes suivants :

"32. Le Conseil de tutelle a examiné cette résolution en même temps que le rapport annuel de l'Autorité administrante pour la période considérée (T/1692 et Add.1). A la 1348ème séance, le représentant de l'Autorité administrante et l'un des conseillers spéciaux du représentant spécial ont fait des déclarations sur la question.

33. Dans sa déclaration, le représentant de l'Autorité administrante a rappelé qu'à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, deux projets de résolution concernant le Papua et la Nouvelle-Guinée avaient été présentés : l'un par la délégation du Libéria, l'autre par un certain nombre de délégations africaines et arabes (A/7418, par. 14). A la Quatrième Commission, la délégation de l'Autorité administrante avait voté pour le

projet du Libéria et contre l'autre projet. La Quatrième Commission avait communiqué le texte des deux projets de résolution à l'Assemblée générale où le projet du Libéria avait reçu la majorité des voix des membres présents et votants mais non la majorité des deux tiers qui est prévue pour les questions relatives au fonctionnement du régime de tutelle et n'a donc pas été adopté. Le deuxième projet de résolution communiqué par la Quatrième Commission a reçu la majorité requise des deux tiers et est ainsi devenu la résolution 2427 (XXIII), du 18 décembre 1968.

34. Au cours de la discussion à laquelle la résolution 2427 (XXIII) a donné lieu, la délégation de l'Autorité administrante avait soulevé un certain nombre d'objections à son égard, la plupart portant sur les sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 3 du dispositif. Elle avait fait observer, comme elle l'avait déjà fait au Conseil de tutelle, au Comité spécial des Vingt-Quatre et à l'Assemblée générale, que la fixation d'une date pour l'autodétermination était une question que l'Autorité administrante considérait comme la prérogative exclusive des habitants du Territoire. Elle était d'avis qu'aucune contrainte ne devait être exercée sur les habitants du Territoire pour la fixation d'une date tant qu'ils n'auraient pas déclaré, par l'intermédiaire de leurs représentants dûment élus ou de toute autre manière, qu'ils étaient prêts pour l'autodétermination et qu'ils souhaitaient exercer ce droit. Pour cette raison, la délégation australienne ne pouvait pas accepter le sous-paragraphe a) du paragraphe 3 du dispositif de la résolution mais, en fait, elle y était opposée.

35. Le sous-paragraphe b) du paragraphe 3 du dispositif de cette résolution demandait à la Puissance administrante d'organiser des élections libres sur la base du suffrage universel des adultes et sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies. La délégation de l'Autorité administrante avait protesté très énergiquement, tant à la Quatrième Commission qu'à l'Assemblée générale, contre cette disposition. Les premières élections qui aient eu lieu dans le Territoire sur la base du suffrage universel des adultes - selon le principe 'à chacun une voix' - s'étaient déroulées en 1964. Les deuxième élections générales avaient eu lieu en février et mars 1968. La délégation de l'Autorité administrante avait déjà donné au

Conseil de très nombreux détails sur des procédures de vote et sur les résultats des élections et les membres de la Mission de visite de 1968 qui avaient pu se rendre compte sur place des opérations de vote et du dépouillement du scrutin, s'étaient beaucoup étendus sur le déroulement des élections dans leur rapport. En conséquence, l'Assemblée générale demandait à l'Autorité administrante quelque chose qui avait déjà été fait, six mois seulement auparavant. Le représentant de l'Autorité administrante avait demandé à la Quatrième Commission de ne pas adopter cette disposition particulière pour une raison très sérieuse, à savoir que ce serait porter atteinte à l'autorité et à la dignité de la Chambre d'assemblée que de méconnaître le fait que ses membres avaient été élus six mois seulement auparavant et que de demander de nouvelles élections. Malheureusement, ces objections n'avaient pas été acceptées par la majorité des membres et la résolution avait donc été adoptée.

36. Le représentant de l'Autorité administrante a aussi déclaré que la résolution 2427 (XXIII) avait fait l'objet d'une discussion à la nouvelle Chambre d'assemblée en mars de cette année et, qu'à juste titre, les membres de la Chambre avaient soulevé des objections à la demande qui y était formulée, d'organiser de nouvelles élections dans le Territoire si peu de temps après le déroulement des élections précédentes. Le 14 mars de cette année, la Chambre d'assemblée avait adopté une résolution sur la question (T/1697). Dans cette résolution, la Chambre d'assemblée avait pris acte de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 1968 ainsi que du projet de résolution présenté par la délégation du Libéria que la Chambre d'assemblée avait considéré comme 'plus réaliste'. Cette résolution comprenait également le passage suivant :

'La Chambre d'assemblée souhaite faire clairement comprendre à l'Organisation des Nations Unies et aux parties intéressées que les membres élus de la Chambre d'assemblée sont déjà élus en vertu d'élections libres sur la base du suffrage universel et que la résolution adoptée par l'Assemblée générale est donc déjà dépassée, et répète et réaffirme ce qu'elle a déjà déclaré dans sa résolution du 2 septembre 1964 :

"... Nous, représentants élus du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée, désirons faire savoir au Parlement du

/...



méritaient son appui. Une autre élection devait avoir lieu dans le Territoire d'ici trois ans et cela était entendu pour tous. L'Assemblée générale avait donc tort de négliger les élections qui venaient d'avoir lieu et d'en réclamer de nouvelles. Les membres élus de la Chambre d'assemblée espéraient que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies prendrait note de ce que la Mission de visite avait dit au sujet des élections en Nouvelle-Guinée. Ils comprenaient mal pourquoi l'Assemblée générale passait ces élections sous silence et considéraient que la résolution adoptée ne tenait pas compte des souhaits exprimés par la population du Territoire lors des élections.

40. Le Conseiller spécial a ajouté que seul un petit nombre d'habitants du Territoire avaient fait des déclarations précises en ce qui concerne la fixation de délais pour l'autonomie ou l'indépendance. La grande majorité des membres élus lors des élections de l'année passée avaient une attitude très prudente quant au changement du statut actuel du Territoire. Les questions qui préoccupaient surtout les habitants et dont ils parlaient aux représentants élus avaient trait à l'augmentation du nombre des écoles, des routes et des agents des services locaux pouvant les aider à améliorer leurs conditions de vie et l'avenir de leurs enfants. Tels étaient, à l'heure actuelle, les principaux soucis des habitants du Territoire. Au cours des dernières élections, seul un petit nombre d'hommes assez jeunes avaient parlé de fixer des délais pour l'indépendance.

41. Le Conseiller spécial savait qu'il parlait au nom de la majorité des membres de la Chambre d'assemblée lorsqu'il disait qu'il leur appartenait de décider de leur avenir et qu'ils ne voulaient pas que d'autres viennent leur dire ce qu'ils devaient faire. Ils ne voulaient pas avoir à subir les erreurs des autres. Peut-être commettraient-ils eux-mêmes des erreurs, mais ils en seraient eux-mêmes les auteurs et ils pourraient les corriger et en tirer des leçons. L'Autorité administrante avait déclaré, nul ne l'ignorait et tous l'avaient compris, que conformément à la Charte, l'avenir du Territoire dépendait des vœux de la majorité de la population et que, lorsque celle-ci aurait décidé ce qu'elle voulait réellement, elle l'obtiendrait. C'était là une situation satisfaisante pour elle.

/...

42. Le Conseiller spécial avait été radical au début de sa carrière politique, mais plus il avait voyagé à travers le Territoire, plus il avait acquis d'expérience des questions administratives et plus il avait compris qu'il devait exprimer les opinions et les désirs de la majorité du peuple qui l'avait élu. Il avait passé de nombreuses années dans les conseils de gouvernement local, apprenant comment ils fonctionnaient et faisant ensuite part de ce qu'il avait appris à ceux qui l'avaient élu. L'expérience qu'il avait acquise de cette façon l'avait préparé à se présenter aux élections à la Chambre d'assemblée l'année passée et à y obtenir un siège malgré une forte opposition. Comme les autres membres de la Chambre d'assemblée il pouvait parler avec autorité parce qu'il était en contact constant avec ses électeurs et que ceux-ci savaient qu'il comprenait leurs vœux actuels.

43. Il espérait que le Conseil comprendrait, après ce qu'il venait de dire, que la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée ne voulait pas être dirigée par n'importe qui, qu'elle ne voulait pas être poussée vers quelque chose qu'elle ne comprenait pas pleinement et qu'elle n'acceptait pas. Elle voulait décider des choses qu'elle considérait comme essentielles pour le moment et elle voulait décider quand et comment elle voudrait mettre fin au présent statut du Territoire.

44. A la 1353<sup>ème</sup> séance, le Conseil a décidé d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur les mesures qui avaient été prises à ce sujet et sur les observations qui avaient été faites au cours de la discussion. Les conclusions et recommandations adoptées par le Conseil de tutelle à sa trente-sixième session concernant le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, ainsi que les observations faites par les membres figurent dans la deuxième partie du présent rapport."

2. Renuméroter les paragraphes 33 à 39, qui deviennent les paragraphes 45 à 51.

-----